



## OBSERVATOIRE géopolitique du religieux

# AUTOUR DU 7<sup>E</sup> CONGRÈS DES DIRIGEANTS DES RELIGIONS MONDIALES ET TRADITIONNELLES : VERS UNE GÉOPOLITIQUE INTERRELIGIEUSE ?

**François Mabile** / Politologue, chercheur associé à l'IRIS,  
spécialiste de la géopolitique des religions

Septembre 2022



## PRÉSENTATION DES AUTEURS



**François Mabile / Politologue, chercheur associé à l'IRIS, spécialiste de la géopolitique des religions**

François Mabile est politologue, spécialiste de géopolitique des religions, secrétaire général de la Fédération internationale des universités catholique (FIUC) depuis 2016. Il dirige l'Observatoire géopolitique du religieux de l'IRIS.

François Mabile a été Professeur (HDR) de sciences politiques à l'Université Catholique de Lille (2010-2016) et chercheur statutaire au Groupe Sociétés, Religions, Laïcité du Centre National de la Recherche Scientifique. Il entre en 1998 à l'Institut Catholique de Paris où il fonde avec Joseph Maïla, le Centre de recherche sur la Paix, contribuant ainsi à introduire en France le courant de la *Peace Research*. François Mabile a officié comme doyen de la Faculté des sciences sociales et économiques pendant 5 ans. En 2010, François Mabile rejoint l'Université Catholique de Lille. Il y crée en 2011 la chaire « enjeux de société et prospective », dont il est le titulaire, et participe aux activités de l'Institut international de prospective sur les écosystèmes innovants créé en 2014. Il a également fourni des travaux d'expertise pour l'Organisation internationale de la Francophonie et le ministère français des Affaires étrangères.

---

## PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de François Mabile, politologue, spécialiste de géopolitique des religions, l'Observatoire géopolitique du religieux de l'IRIS a pour objectif de bâtir l'édifice nécessaire pour une compréhension saine et exacte des enjeux s'imposant au monde contemporain à travers les questions du Sacré. Ses prérogatives sont : identification et explicitation des points crisogènes contemporains ; suggestions pour éviter à ces derniers de prendre des dimensions incontrôlables ; retours sur des exemples historiques permettant de mieux comprendre les logiques du moment. L'Observatoire est co-animé avec le Centre international de recherche et d'aide à la décision (CIRAD-FIUC).

---

[iris-france.org](http://iris-france.org)



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut\_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Tout au long du 20<sup>e</sup> siècle, les États ont provoqué, *nolens, volens*, l'institutionnalisation de leurs relations. SDN puis ONU témoignent des tentatives plus ou moins abouties pour organiser la coexistence pacifique entre souverainetés étatiques, ainsi que la coopération autour d'enjeux devenus internationaux puis mondiaux. À leur façon, les religions ont connu un mouvement comparable. À l'ignorance et aux volontés de conversion se sont progressivement ajoutées et parfois substituées des initiatives visant à promouvoir la collaboration entre religions et le travail commun de religions en faveur d'un bien commun mondial, aujourd'hui désigné par les « *Sustainable Goals* » de l'ONU. Le dernier exemple en est le 7<sup>e</sup> Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles qui vient de se tenir à la mi-septembre au Kazakhstan et qui fournit l'occasion de s'interroger sur les processus en cours entre religions et sur leurs éventuels impacts au sein des sociétés concernées.

On rappellera ici le terreau qui a facilité ce processus en présentant trois initiatives, certes différentes, mais qui toutes participent de cette approche : la création du Parlement mondial des religions (Chicago, 1893), la Conférence mondiale des religions pour la paix (Kyoto, 1970) et enfin la rencontre interreligieuse pour la paix (Assise, 1986), avant d'analyser le Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles, autant de mobilisations qui dressent la carte intercontinentale d'une géopolitique interreligieuse.

## DIALOGUE INTERRELIGIEUX : UNE HISTOIRE LONGUE

Les religions évoluent fréquemment en fonction d'une réflexion sur les événements. On ne peut comprendre la lente émergence d'un pacifisme chrétien sans mentionner les premières réactions des anabaptistes, des mennonites ou hussites devant la généralisation de l'État national à partir de la Renaissance. Beaucoup se réfugièrent dans la création de communautés refusant de se mêler aux affaires du monde. Il en alla différemment avec George Fox (1624-1691) qui fut à l'origine des Quakers, dont l'œuvre fut poursuivie notamment par William Penn (1644-1718), fondateur de la Pennsylvanie. Les Quakers se développeront tout au long du 18<sup>e</sup> siècle aux États-Unis et en Angleterre et invoqueront des motifs tant rationnels que religieux pour être pacifistes. Dès 1806, l'un d'entre eux, Thomas Clarkson, demandera le désarmement unilatéral comme voie la plus sûre pour favoriser l'établissement d'une société pacifique internationale. Le quakerisme va marquer le christianisme mondial, en insistant sur les motivations communes, humanistes, de tous les hommes et en posant un défi aux organisations religieuses : tout d'abord en leur demandant de s'intéresser aux affaires de la Cité ; et d'autre part en les questionnant sur leur apport spécifique. Le quakerisme est également l'un des courants à partir desquels s'est développée une réflexion sur les droits de

la conscience opposés à la théologie traditionnelle favorisant les « droits de Dieu ». Les quakers ont le mérite de récuser la préférence de l'autorité sur la conscience et participent au 19<sup>e</sup> siècle à l'émergence de Sociétés de la paix aux États-Unis et en Grande-Bretagne, sociétés qui se créent soit sur une base confessionnelle (*The Christian Friendly Society*), soit sur une base nationale (*American Peace Society*), soit sur des bases humanistes (*International Arbitration and Peace Association*). Ces initiatives bénéficient du contexte nord-américain marqué tout à la fois par le pluralisme religieux et une réflexion croissante sur le rôle des États-Unis dans le monde. Des pasteurs méthodistes, comme Daniel Conway (1832-1907), fondent leurs pacifismes d'abord sur des questions religieuses (« *war is a sin against God* ») puis prioritairement sur des raisons humanitaires. Négociation internationale, désarmement, création d'institutions internationales sont à l'ordre du jour de ces milieux. Toutes ces initiatives provoquent un bouillonnement d'idées qui conduit à la convocation à La Haye en 1899 et 1907 des Conférences sur la paix, accélère la réflexion œcuménique et dès 1893, favorise la convocation à Chicago d'un Parlement mondial des religions.

Ce Parlement est un tremblement de terre dans le monde des croyants. Il constitue une remise en cause implicite des autorités religieuses, en proposant un dialogue entre traditions religieuses et spirituelles d'Occident et d'Orient. Ce Parlement se tient en marge de l'exposition universelle qui célèbre le 400<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb. Quatre mille délégués participent à la séance d'ouverture. Ils seront plus de 8000 quelques jours plus tard, lors de la clôture de la manifestation. C'est un pasteur presbytérien, John Henry Barrows, qui est à l'origine de l'initiative, à laquelle se rallie l'aile libérale des évêques américains<sup>1</sup>. Constatant l'hostilité ou les réserves des autorités chrétiennes rencontrées (patriarche orthodoxe de Constantinople, Vatican<sup>2</sup>, Archevêché de Cantorbéry), Barrows change sa démarche et choisit la méthode « *Bottom – Up* ». Ce sont des individus plus que des confessions organisées qui vont être touchés et participer à la manifestation : hindous, bouddhistes, jaïns, chrétiens viennent en nombre. Parmi eux, un moine hindou que la ville de Bangalore célèbre toujours : Vivekananda (1863-1902), disciple de Ramakrishna. S'il est

---

<sup>1</sup> Mêlant approche religieuse et messianisme nord-américain, Mgr Keane, recteur de l'université catholique de Washington déclare quelques mois plus tard à Bruxelles : *Nous avons pensé avoir l'occasion de donner au monde entier une grande leçon...La Providence a permis que de toutes les nations, on émigrât vers nous. Toutes les nations se trouvent représentées parmi nous, elles vivent fraternellement mélangées sans aucune hostilité. C'est le privilège que Dieu a donné à l'Amérique, de détruire les traditions de jalousies nationales que vous perpétuez en Europe, pour les fondre toutes dans l'unité américaine. Il fallait donner la même leçon sur le plan religieux* ».

<sup>2</sup> Léon XIII ne s'opposera pas à la participation de catholiques à l'événement, mais refusa que le Vatican soit représenté en tant que tel. En revanche, devant la répétition des rencontres interreligieuses à la suite du Parlement de Chicago, il intervint pour interdire la participation des catholiques avec une Lettre apostolique du 18 septembre 1895, alors que les évêques américains discutaient de leur participation à la rencontre suivante prévue à Buffalo.

indéniable que les objectifs des participants sont multiples et pas toujours cohérents<sup>3</sup>, on peut néanmoins souligner quelques suites importantes et dans des domaines divers. Le Parlement initie un mouvement dont l'intérêt ne faiblira pas : celui en faveur de l'histoire comparée des religions, dont est l'héritier le Congrès international d'histoire des religions (*International Congress for the History of Religions*) qui organise son premier meeting en 1901. L'appel du Parlement à la tolérance provoque la création ultérieure de l'Association internationale pour la liberté religieuse (IARF). En 1933, toujours à Chicago, est organisé le second Parlement des religions, moins connu que le premier rassemblement, et qui tend à favoriser la connaissance mutuelle entre traditions spirituelles occidentales et orientales. Le Parlement de Chicago a mis l'accent, dans le sillage des Quakers, sur les valeurs religieuses qui peuvent être profitables pour l'humanité<sup>4</sup> ; enfin, il enjoint les croyants à l'action commune, par-delà les confessions, pour le bien commun de l'humanité, au premier rang desquels la paix. Il provoque également un intérêt pour le dialogue, la rencontre et d'une certaine manière, donne un sens à une internationalisation des relations en gestation. Les Églises chrétiennes sauront tirer profit de cette initiative dans le champ de l'œcuménisme et quelques initiatives entre juifs et chrétiens peuvent également être considérées comme héritage de Parlement<sup>5</sup>. Et ce n'est pas un hasard si peu de temps après la chute du Mur de Berlin, en 1993, deux moines disciples de Vivekananda ont pris l'initiative de provoquer un nouveau Parlement des religions pour fêter le centième anniversaire de sa création. Deux personnalités donnent sens à l'événement : d'une part le Dalai-Lama, et surtout, un prêtre suisse, théologien catholique dissident, Hans Küng. À bien des égards, le Parlement devient un partenaire important et « neutre » pour les institutions internationales, à qui il fournit un relais auprès des acteurs religieux. Il participe à l'établissement d'un éthos commun, qui vient renforcer les valeurs fondatrices des Nations unies et de l'UNESCO par exemple. En témoigne sa « Déclaration pour une éthique planétaire », rédigée par le théologien Hans Küng<sup>6</sup>, et adoptée par le Parlement des religions du monde le 4 septembre 1993 à Chicago, en présence de 8000 personnes. Dénonçant les principaux maux planétaires, pointant la crise de l'écosystème, le Parlement remplit alors au niveau des institutions internationales et des acteurs religieux un rôle de prestataires de paradigmes et oblige les autorités religieuses à se positionner sur des sujets de société. Cela

<sup>3</sup> Objectifs différents entre ceux qui veulent prouver que l'Amérique chrétienne est un havre de paix, ceux qui entendent prouver que le progrès passe par le primat du religieux, ceux qui veulent définir une religion universelle par-delà les singularités historiques. « Chicago 1893 » se laisse analyser le mieux comme lieu d'utopies.

<sup>4</sup> Le but du Parlement est le suivant : « *Unir les religions contre toute forme d'irrégion ; faire de la règle d'or (Mt 7, 12) la base de cette union ; présenter au monde l'unité essentielle de nombreuses religions dans les bonnes actions de la vie religieuse* ».

<sup>5</sup> Pour les initiatives chrétiennes, on pense notamment à la création du *World Fellowship of Faiths* ; et à la création en 1928 aux États-Unis de la *National Conference of Christians and Jews* pour le dialogue judéo-chrétien naissant.

<sup>6</sup> La Déclaration est issue d'un ouvrage de Küng, *Projet d'éthique planétaire – La paix mondiale par la paix entre les religions*, Paris : Seuil, 1991.

ne va pas sans susciter des réticences, notamment du côté de l'Église catholique qui pointe régulièrement les risques de relativisme éthique ou de latitudinarisme de cette approche<sup>7</sup>. Toutefois, les Assemblées organisées depuis en 1999 au Cap, en présence de Mandela, puis en 2004 à Barcelone lors du Forum universel des cultures, à Melbourne (2009) et bientôt, en 2014 à Bruxelles, témoignent de la présence du Parlement dans les rouages internationaux.

La Conférence mondiale des religions pour la paix, désormais dénommée Religions pour la paix, est une organisation plus récente et de statut différent<sup>8</sup>. Elle résulte d'une initiative américano-indo-japonaise, fruit du travail de réconciliation entrepris après la Seconde Guerre mondiale, un peu sur le modèle du rapprochement franco-allemand, mais directement ordonné autour de la tragédie nucléaire. Le premier Secrétaire général est un pasteur protestant américain, le pasteur Jacomer, et la première rencontre est fixée symboliquement au Japon, à Kyoto, en 1970. La « Déclaration finale » précise la vocation de la nouvelle organisation: « *The World Conference on Religion and Peace represents an historic attempt to bring together men and women of all major religions to discuss the urgent issue of peace. We meet at a crucial time. At this very moment we are faced by cruel and inhuman wars and by racial, social, and economic violence. Man's continued existence on this planet is threatened with nuclear extinction* ».

La Conférence bénéficie de la réception extrêmement positive de l'encyclique pontificale *Pacem in Terris* (1963) qui pointe la responsabilité des croyants, et particulièrement des chrétiens dans le domaine de la paix ; c'est la raison pour laquelle la question du désarmement, des droits humains est au cœur de la problématique choisie. Contrairement au Parlement mondial des religions, et en dépit de retombées modestes sur le moment<sup>9</sup>, la Conférence s'institutionnalise rapidement et vise à regrouper des autorités religieuses et plus seulement des individus ; elle

---

<sup>7</sup> En 2004, après la réunion du Parlement à Barcelone, le prêtre catholique Robert Scholtus écrivait dans la revue jésuite *Études* : « Il est probable que, dans sa pratique balbutiante, mais enthousiaste du dialogue interreligieux, l'Église soit en train de découvrir autrement sa catholicité, et de se comprendre non plus comme une totalité réductrice de toute altérité, mais comme kat-holon, c'est-à-dire ordonnée à l'universel concret. De surcroît, il n'est pas interdit de penser que le dialogue interreligieux soit, pour les temps qui viennent, le lieu décisif d'une possible réconciliation entre appartenance religieuse et expérience spirituelle, dans la mesure où un tel dialogue requiert que les religions se reconnaissent mutuellement comme religions, tout en répondant de l'expérience spirituelle qui les constitue et pour laquelle elles sont si ardemment interrogées par les individus d'aujourd'hui. Car on voit mal comment une religion qui témoignerait de sa différence, tout en se laissant « altérer » par d'autres religions, pourrait ne pas faire droit à la diversité des expériences spirituelles de ses membres. L'interreligieux est peut-être en train de devenir le creuset d'une intelligence nouvelle, libre et décomplexée, de la religion, le lieu d'invention d'une institution capable d'assumer la requête spirituelle des individus contemporains, tout en leur épargnant de se perdre dans l'impasse [du Nouvel Âge] » - (octobre 2003).

<sup>8</sup> Étude de Homer A. Jack, *WCRP: A History of the World Conference on Religion and Peace*. World Conference on Religion and Peace, New York, 1993.

<sup>9</sup> Jean-Claude Basset, *Le dialogue interreligieux*. Paris : Cerf, 1996.

organise des forums mondiaux tous les 5 ans<sup>10</sup> avec une ambition majeure : transformer les religions en acteurs de paix. Très vite, la Conférence obtient un statut d'ONG, auprès du Conseil économique et social de l'ONU, de l'UNICEF et de l'UNESCO où elle collabore très activement au Programme paix et à la promotion des femmes. La Conférence travaille également avec des gouvernements et est très impliquée dans le milieu des ONG.

Son développement se fait par capillarité : au niveau international, la Conférence, dont le siège est aujourd'hui à New York, est dirigée par un Conseil mondial composé de responsables religieux, et le réseau mondial comprend aujourd'hui plus de 70 dix organismes interreligieux au niveau national et quatre au niveau régional (Afrique, Amérique latine, Asie, Europe) ainsi que le réseau mondial de femmes croyantes et le réseau mondial des jeunes. L'un des moments culminants de la Conférence a été l'organisation de la huitième assemblée mondiale de Religions pour la paix à Kyoto en 2006, qui a rassemblé plus de huit cents responsables religieux avec des délégués bouddhistes, chrétiens, hindous, jaïns, juifs, musulmans, sikhs, shintoïstes, taoïstes, zoroastriens et des responsables de cultes indigènes.

Le Rassemblement des religions pour la paix organisé en Italie, à Assise, en 1986, est l'héritier des initiatives précédentes et des efforts conciliaires (Vatican II : 1962/1965) dans les domaines de l'œcuménisme et du dialogue interreligieux. La proposition de Jean-Paul II, non pas de « prier ensemble, mais d'être ensemble pour prier », emprunte des éléments au Parlement mondial de 1893 : s'y lit l'affirmation que l'unité des peuples est à rechercher dans les religions, mais aussi la crainte de voir les religions mobilisées pour légitimer des conflits. Mais dans la logique du mouvement œcuménique, Jean-Paul II entend éviter tout risque de relativisme voire de syncrétisme entre les 130 responsables religieux invités. Dans le sillage de la Conférence mondiale des religions pour la paix, Jean-Paul II entend poser un geste de paix face à des problèmes aigus : le Rassemblement interreligieux d'Assise prend place en 1986, décrétée année de la paix par l'ONU, 3 ans après la crise des euromissiles, et alors que la guerre au Liban sévit. Quelques années plus tard, c'est pendant la guerre en Yougoslavie que s'organise le second Rassemblement. Enfin le troisième Rassemblement se tient quelques mois après les attentats du 11 septembre.

---

<sup>10</sup> Depuis l'assemblée fondatrice de 1970, les thèmes abordés ont porté sur la course aux armements, l'extrême misère, les violations des droits de l'homme et la dégradation de l'environnement. Elles ont eu lieu successivement à Louvain (Belgique) en 1974, à Princeton (États-Unis) en 1979, à Nairobi en 1984, à Melbourne en 1989, à Rome en 1994, à Amman, (Jordanie) en 1999), enfin de nouveau à Kyoto en 2006.

L'initiative de Jean-Paul II est susceptible de recevoir deux interprétations. La première y verra un acte politique de l'Église catholique désirant instituer son leadership sur le monde religieux. L'initiative est catholique, le rassemblement se tient dans une cité, Assise, qui relève de l'imaginaire catholique et le pape est bien aux commandes de cette manifestation : on peut voir dans le geste de Jean-Paul II une réponse, sinon une riposte, à la fois aux trois Congrès interreligieux pour la paix réunis par le Patriarcat orthodoxe de Moscou les années précédentes et aux Congrès réunis par la Conférence mondiale des religions pour la paix. De son côté, le Conseil œcuménique des Églises avait accordé une large place à la question de la paix lors de son rassemblement de Vancouver en 1983. Une autre lecture y verra plutôt une anticipation de Jean-Paul II devant les risques de crispation identitaire et les menaces de recours à la violence légitimées par des acteurs religieux. En ce sens, le Rassemblement d'Assise est une dénonciation anticipée des attentats à venir du 11 septembre 2001. Tout comme pour le Parlement de Chicago, les observateurs et certains participants évoqueront bientôt « l'esprit d'Assise », pour évoquer la démarche pacifique des acteurs religieux. Mais il ne faut pas occulter le fait qu'Assise a constitué et continue d'opérer un clivage au sein même de l'Église catholique. Si le Rassemblement est toujours porté aujourd'hui par la communauté Sant'Egidio, bien des théologiens proches du cardinal Ratzinger, futur Benoît XVI, ainsi que les tendances plus traditionalistes n'ont eu de cesse de fustiger « l'abominable congrès des religions ».

Le Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles qui vient de se dérouler au Kazakhstan est d'origine politique, étatique. Cet événement est le résultat d'une initiative lancée en 2003 par le Président de la République du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev. Il se situe davantage en continuité avec les efforts nombreux de l'ONU, depuis 2001, pour instituer un régime de tolérance entre religions et pour arrimer ces dernières à une mobilisation en faveur de ses objectifs de développement durable. Ainsi, la 5<sup>e</sup> édition de ce congrès avait rassemblé un public très hétéroclite, tant provenant du personnel politique et notamment le Secrétaire général de l'ONU, les chefs des agences onusiennes, de l'OSCE, que des dirigeants et représentants de l'Islam, du christianisme, du judaïsme, de l'hindouisme, du bouddhisme ainsi que d'autres religions.

Les échanges avaient alors porté sur la responsabilité respective des dirigeants religieux et politiques, sur les perspectives de l'interaction entre la religion et le politique, sur l'influence de la religion sur les jeunes, avec une contribution au Plan d'action de la Décennie internationale pour le rapprochement des cultures.



Le 7<sup>e</sup> Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles qui vient de se tenir à Nur-Sultan au Kazakhstan, en présence des représentants de toutes les religions du monde, s'est préoccupé du développement socio-spirituel de l'humanité dans la période postpandémique. Si la première édition avait accueilli 17 délégations, cette dernière manifestation en a reçu plus de 100, témoignant ainsi de son succès grandissant, que symbolise également la venue du souverain pontife.

Plusieurs lignes de force émergent de cette rencontre internationale :

- Elle confirme la permanence d'un dialogue institué entre acteurs politiques et religieux ;
- Elle manifeste une tentative parmi d'autres, mais qui constitue aujourd'hui une tendance, de l'émergence d'un « régime de tolérance » entre acteurs religieux, qu'il convient à la fois d'ajouter à la liste des rencontres bilatérales entre responsables religieux, et d'articuler puis de comparer d'une part avec l'usage du religieux à des fins humanitaires (ONG confessionnelles), politiques (populismes et religions – nationalismes religieux) ou guerrières (terrorisme et religions) pour disposer d'une approche globale des acteurs religieux à l'échelle internationale.
- Enfin, au même titre que des réunions politiques internationales (pensons au G20 par exemple), ce Congrès a été l'occasion de ballets diplomatiques entre acteurs religieux, comme on a pu le constater entre la délégation catholique et le patriarcat de Moscou. Le pape François a insisté sur la nécessité de dialoguer « avec tous » afin de « renforcer le multilatéralisme », (allusion à la Russie) : « Nous avons besoin de dirigeants qui, au niveau international, permettent aux peuples de se comprendre et de dialoguer, et engendrent un nouvel esprit d'Helsinki », a-t-il ainsi déclaré devant les autorités et le corps diplomatique.

## DIALOGUE INTERRELIGIEUX ET ENJEUX GÉOPOLITIQUES

Quelle importance accorder à ces initiatives ? Doit-on les considérer comme marginales sur la scène internationale ou faut-il leur prêter une certaine attention ? En fait, il convient de les interpréter sous trois angles, celui de l'histoire des religions, celui des acteurs religieux considérés comme partie prenante d'une société civile émergente sur la scène internationale, et enfin, celui de l'usage du religieux, *volens nolens*, dans une perspective géopolitique.

Premier constat, les quatre initiatives sont à la fois le reflet de processus en cours et créatrices de démarches similaires. Reflet de processus : le Parlement mondial des religions de Chicago est la marque d'une internationalisation qui reproduit dans le domaine religieux l'internationalisation croissante du monde à la fin du 19<sup>e</sup> siècle ; la Conférence mondiale des religions pour la paix est le reflet chez les croyants des inquiétudes nées de la guerre froide et des craintes issues de la dissuasion nucléaire ; de même Assise traduit la prise de conscience de la montée des crispations identitaires religieuses dans un contexte nouveau de mondialisation. Le Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles au Kazakhstan duplique, au niveau du Kazakhstan, un processus en cours au sein de l'ONU depuis une vingtaine d'années.

Par ailleurs, Parlement, Conférence, Rassemblement d'Assise et Congrès insufflent des processus similaires : on pourrait multiplier les exemples d'initiatives interreligieuses ou œcuméniques, du Conseil œcuménique des Églises ou Congrès des religions mondiales et traditionnelles (Kazakhstan, 2003), ou d'insertion de programmes interreligieux dans des organisations confessionnelles. Ces initiatives ont également tissé un ensemble de références pour des politiques publiques locales et désormais également mondiales via l'ONU. Autrement dit, les acteurs religieux subissent et/ou participent des évolutions que l'on constate dans les divers contextes historico-politiques évoqués et l'idée d'un monde des religions « en soi », déconnecté des enjeux du moment, ne résiste pas à l'analyse. Si l'histoire des religions est un objet d'étude en propre, les évolutions, changements des acteurs religieux importent également dans une histoire de la mondialisation. Cet aspect est aujourd'hui oublié, fruit d'une dévalorisation intellectuelle portée aux acteurs religieux. Théodore Ruysen les évoquait dans son ouvrage sur « Les sources doctrinales de l'internationalisme », de même Marcel Merle dans son étude « Pacifisme et internationalisme ». L'ensemble des mouvements présentés est totalement partie prenante des processus d'internationalisation puis de mondialisation, en y reproduisant du reste certaines limites : l'orthodoxie y a été historiquement peu investie, et même si la situation évolue, les milieux musulmans d'Asie et du Moyen-Orient y demeurent sous-représentés. Il n'en demeure pas moins qu'aucune religion aujourd'hui ne vit en autarcie, mais au contraire doit tenir compte d'interactions permanentes avec d'autres acteurs religieux et les impératifs aujourd'hui mondiaux.

Par ailleurs, et en cohérence avec ce qui vient d'être dit, pour qui analyse les relations internationales, les quatre exemples brièvement analysés peuvent être considérés comme des signaux faibles d'évolution en cours. Ainsi, la prétention religieuse à détenir le monopole de la vérité a été battue en brèche au profit d'une expansion du pluralisme, au sein des acteurs

religieux et, entre acteurs religieux, ordonné à des régimes de tolérances variés mais en progrès.

Autre constat : ces acteurs religieux, qui opèrent fréquemment comme des ONG, et ont une dimension sociale avérée qui les font souvent s'apparenter à des « *Welfare Churches* », sont désormais totalement parties prenantes de ce que Bertrand Badie désigne comme « espace public international », qu'il définit comme « l'ensemble des interactions extraétatiques qui s'opèrent sur la scène internationale afin d'en produire les enjeux, d'en assurer la publicité, d'orienter les opinions qui s'y expriment et donc de participer à l'élaboration des politiques qui la structurent »<sup>11</sup>. C'est dans le cadre de cet espace public international que ces acteurs religieux supra-confessionnels tendent à diffuser les valeurs de dialogue et de tolérance, et à promouvoir la nécessité d'un éthos commun à l'humanité ; la Déclaration citée due à Hans Küng a ici valeur de symbole. La logique interreligieuse apparaît également comme un antidote face aux dangers de la crispation identitaire ou de l'uniformisation.

Mais on aurait tort de réduire leur rôle à cet espace. Les organisations interreligieuses ont été historiquement des contre-pouvoirs des religions instituées, ordonnées autour de la défense et de la promotion de leur supériorité. Les évolutions historiques du catholicisme et les tensions internes laissent clairement entrevoir les différents types de dialogue, inclusif, appréciatif, exclusif, qui nuancent les divers degrés d'acceptation de la démarche interreligieuse. Celle-ci peut pourtant apparaître comme un exemple concret et situé du lent travail de civilisation des mœurs analysé par Élias. En insistant sur ce qui rassemble plutôt que sur les différences, en privilégiant le travail commun au profit de la société plutôt qu'en traitant de sujets purement théologiques ou religieux, ces acteurs supra confessionnels sont appelés à mettre en place une stratégie d'actions pratiques au détriment des discussions dogmatiques. Là sans doute réside la clé de leur succès potentiel, ce qu'exprimait parfaitement, en clôture du Congrès, Jo Bailey Wells, représentante spéciale de l'Église anglicane, théologienne et évêque de Dorkinga : « Il est vital non seulement que nous parlions, mais que nous agissions, et j'espère qu'à partir de ce congrès, nous continuerons à construire des amitiés de confiance ».

C'est sur ce point précis, le passage des grands principes (paix – fraternité – tolérance – solidarité) aux actions concrètes que se dévoilent les enjeux et risques pour ces acteurs religieux. On en soulignera ici quelques-uns.

---

<sup>11</sup> *La Diplomatie des droits de l'homme*, Paris, Fayard, 2002. p. 273

Le premier constat n'a rien de nouveau : derrière un vocabulaire identique peuvent se cacher des différences de contenu considérables. Les droits de l'homme perçus par les acteurs religieux ne recouvrent pas exactement ceux qui sont présentés et interprétés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et les diverses conventions internationales y ayant trait. Ainsi, parmi les présents, le pape François et Cheikh Ahmed al-Tayeb, Grand Imam d'al-Azhar qui ont tous deux signé en février 2019 une déclaration commune sur la « Fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune » dont la troisième encyclique du pape, *Fratelli Tutti* (octobre 2020), s'inspire, Ahmed Al-Tayyeb étant lui-même cité à plusieurs reprises dans ce document<sup>12</sup>. Un document de la plus haute autorité catholique, portant sur la fraternité et sur l'amour universel, s'inspire et partage ainsi des vues avec un homme qui déclarait 4 ans plus tôt, à propos de terroristes de l'EI, condamner « cet acte terroriste lâche, qui nécessite la punition prévue dans le Coran pour ces agresseurs corrompus qui combattent Dieu et son prophète : la mort, la crucifixion ou l'amputation de leurs mains et de leurs pieds »<sup>13</sup>, ce qui éloigne, c'est le moins que l'on puisse dire, des conventions internationales en vigueur pour juger les terroristes.

De même, les participants auront brillé par leur silence au sujet du patriarcat de Moscou. Absent de la rencontre, le patriarche Kirill de Moscou a adressé un message de salutations aux participants, rappelant que la « foi peut relever les personnes, les remettre sur la voie du dialogue et de la coopération, car dans les religions traditionnelles, les principes moraux fondamentaux de l'existence humaine restent inébranlables », tandis qu'une délégation du Patriarcat conduite par le président de son Département des relations ecclésiastiques extérieures, assistait, lui, à l'ensemble de la rencontre. Les acteurs religieux, qui se prévalent d'une supériorité éthique, retrouvent donc là des pratiques diplomatiques dont l'hypocrisie n'a rien à envier à celle des politiques lors des rencontres internationales.

<sup>12</sup> « En outre, si pour la rédaction de *Laudato si'* j'ai trouvé une source d'inspiration chez mon frère Bartholomée, Patriarche orthodoxe qui a promu avec beaucoup de vigueur la sauvegarde de la création, dans ce cas-ci, je me suis particulièrement senti encouragé par le Grand Imam Ahmad Al-Tayyeb que j'ai rencontré à Abou Dhabi pour rappeler que Dieu « a créé tous les êtres humains égaux en droits, en devoirs et en dignité, et les a appelés à coexister comme des frères entre eux » ». Source : [https://www.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco\\_20201003\\_enciclica-fratelli-tutti.html](https://www.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco_20201003_enciclica-fratelli-tutti.html), n°5. Voir également le n°29 : 29. « Le grand imam Ahmad Al-Tayyeb et moi-même n'ignorons pas les avancées positives qui ont été réalisées dans les domaines de la science, de la technologie, de la médecine, de l'industrie et du bien-être, en particulier dans les pays développés. Cependant, « nous soulignons que, avec ces progrès historiques, grands et appréciés, se vérifient une détérioration de l'éthique, qui conditionne l'agir international, et un affaiblissement des valeurs spirituelles et du sens de la responsabilité. Tout cela contribue à répandre un sentiment général de frustration, de solitude et de désespoir. [...] Naissent des foyers de tension et s'accumulent des armes et des munitions, dans une situation mondiale dominée par l'incertitude, par la déception et par la peur de l'avenir et contrôlée par des intérêts économiques aveugles ». Nous avons également attiré l'attention sur « les fortes crises politiques, l'injustice et l'absence d'une distribution équitable des ressources naturelles. [...] À l'égard de ces crises qui laissent mourir de faim des millions d'enfants, déjà réduits à des squelettes humains – en raison de la pauvreté et de la faim –, règne un silence international inacceptable ». [27] Devant ce panorama, même si beaucoup d'avancées nous séduisent, nous ne voyons pas de cap réellement humain ».

<sup>13</sup> <https://www.france24.com/fr/20150204-grand-imam-ahmed-al-tayeb-al-azhar-tuer-crucifier-amputer-mains-terroristes-etat-islamique-pilote-jordanien>

Autre point d'application immédiat : le Congrès du Kazakhstan a évoqué les droits des femmes et l'égalité homme-femme, sujet dont on sait bien qu'il divise les acteurs religieux, eux-mêmes souvent à la traîne en ce domaine. De même, l'objectif du Congrès était de « développer une culture de tolérance et de respect mutuel comme contrepoids à l'idéologie de la haine et de l'extrémisme », mais rien n'aura été dit sur la tentative d'assassinat dont a été l'objet récemment Salman Rushdie, sur le traitement réservé aux Ouïghours ou, plus globalement, sur un pays précis où est menacée la liberté d'expression dès lors qu'elle intègre une critique à l'encontre des religions.

L'intérêt de ce type de rencontre se situe alors sans doute ailleurs, dans un renversement des hiérarchies entre le religieux et le politique. Kirill peut valoriser les religions comme seules capables de préserver les principes fondamentaux de l'existence humaine, le pape François et le grand Imam Al-Tayyeb peuvent dénoncer les maux de l'humanité et l'absence de « *cap réellement humain* » pour mieux valoriser leur déclaration commune et l'encyclique *Fratelli Tutti* ; il n'en demeure pas moins que ceux-là, comme tous les autres participants au Congrès, ont reconnu la valeur du *Document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune* adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution A/RES/75/200 du 21 décembre 2020, Document devenu « *une manifestation de bonne volonté* » et une approche constructive au nom de la paix, de l'harmonie, du respect mutuel et de la tolérance entre les croyants. Depuis des décennies, l'ONU, à travers ses Secrétaires généraux successifs, n'a cessé, au sein des institutions onusiennes, de travailler sans relâche sur la liberté religieuse, les minorités religieuses, dotant l'organisation d'un ensemble d'instruments internationaux à travers des programmes, rapports du Secrétaire général, travail de l'UNESCO et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Poursuivant et structurant le travail engagé depuis ses origines avec les ONG confessionnelles, l'ONU a même créé en 2010 une « *UN Interagency Task Force on Religion and Sustainable Development* » (UN IATF-R) sous la responsabilité de 8 des principales agences onusiennes à l'origine, et aujourd'hui en regroupant 28, afin d'intégrer le travail des acteurs religieux dans son approche et donc à partir de ses normes.

Alors qu'en septembre 2004, le lancement d'une « Alliance des civilisations », pouvait laisser craindre ce que Jeanne Favret-Saada a dénoncé comme des « jeux d'ombres sur la scène de l'ONU »<sup>14</sup>, le constat aujourd'hui est celui d'un rapport de forces plus équilibré, qui penche en faveur d'un relatif arrimage des acteurs religieux aux normes onusiennes. Il est aussi celui de l'importance des structures valorisant le dialogue interreligieux et qui viennent contraindre

---

<sup>14</sup> Selon le titre de son ouvrage, paru en 2010 aux Éditions de l'Olivier.

les acteurs religieux à adopter un « régime de tolérance » visant à limiter leurs éventuelles perspectives géopolitiques. À l'avenir, il conviendra de suivre l'évolution de ces nouveaux lieux et acteurs de l'interreligieux, qui dessinent une carte géopolitique alternative aux ambitions géopolitiques des acteurs religieux classiques, qu'ils soient orthodoxes, catholiques ou musulmans.

# L'expertise stratégique en toute indépendance.



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.